

**COMMÉMORATION DE LA LIBÉRATION DE GONFREVILLE
L'ORCHER**

Le 3 septembre 2023

Monsieur le député,
Mesdames et Messieurs,

Nous célébrons aujourd'hui le 79^e anniversaire de la libération de notre commune.

Une célébration qui intervient dans le cadre de la fête de la ville, une fête déplacée sur l'esplanade de la Pointe de Caux du fait des travaux au complexe Maurice Baquet.

La libération de la commune reste un épisode essentiel dans l'histoire de notre ville.

En effet si la plupart d'entre nous avons toujours vécu libres, les plus anciens se souviennent qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

Pendant 4 ans, de juin 1940 à septembre 1944, notre commune et ses habitants ont été privés de leur liberté.

Il faut mesurer aujourd'hui ce que signifie vivre dans un pays occupé par une armée ennemie.

C'est vivre sous la menace incessante des bombardements, des destructions,

Vivre dans la peur des réquisitions, notamment pour le STO, le Service du Travail Obligatoire,
Vivre en situation de pénurie alimentaire, de rationnement,

Vivre privé de sa liberté d'aller et venir.

Vivre enfin dans la peur du lendemain,

Jusqu'à ce que les troupes américaines, canadiennes et anglaises débarquent enfin sur les plages normandes en juin 44.

Jusqu'à ce que les troupes soviétiques également, souvent oubliées lorsqu'il s'agit de commémorer la victoire contre le nazisme, ne mènent une vaste contre-offensive à l'est.

Mais je pense également aux héros de l'intérieur, aux résistants qui n'ont cessé de harceler l'occupant.

Certains de ces noms sont restés dans la mémoire des Gonfrevillais : Arthur Fleury, Jacques Eberhard, Louis Lefèvre, Jean Hervieu notamment.

Cette libération nous la leur devons également.

Et depuis cette date, les différentes municipalités qui se sont succédées, n'ont jamais cessé de défendre les idées de paix pour ne plus jamais revivre ça.

La paix ici, mais également partout ailleurs dans le monde.

Je pense bien évidemment à l'Ukraine qui vit sous les bombes,

Mais aussi en Palestine, aux territoires occupés par Israël qui impose sa loi en toute illégalité,

Au Sahara occidental occupé par le Maroc, dont une partie du peuple vit en exil dans le désert algérien,

Au Burkina Faso, au Soudan au Mali, je ne peux pas tous les citer...

C'est pourquoi nous réaffirmons aujourd'hui le droit inaliénable de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, leur droit à vivre en paix sur leur terre.

Et nous réaffirmons aussi le droit de tout un chacun de pouvoir vivre dignement des fruits de son travail, de bénéficier d'un système de protection sociale et de retraite digne de ce nom.

Car nous le savons d'expérience, la pauvreté, le chômage, l'inflation entraînent des réflexes de repli sur soi, de recherche d'un bouc-émissaire.

Alban BRUNEAU

Elles font le jeu de l'extrême-droite et débouchent inévitablement sur la guerre.

Et c'est malheureusement ce qui arrive aujourd'hui un peu partout en Europe, notre pays ne faisant pas exception.

Nous revendiquons donc le droit de vivre sans haine et sans crainte.

A l'heure où les prix flambent et que les salaires n'augmentent pas ou peu...

A l'heure où notre système de santé est au bord du gouffre...

A l'heure où nos droits à la retraite sont sans cesse rognés, remis en cause...

A l'heure où des millions de travailleurs pauvres n'arrivent pas à vivre dignement tandis qu'une poignée d'actionnaires et de grands patrons s'accaparent l'essentiel des richesses.

Les prévisions pour 2023 annoncent une somme de 387 milliards d'euros de dividendes versés, contre 382 l'an dernier !

Alban BRUNEAU

Et ce sont les mêmes qui nous parlent de crise économique pour refuser d'augmenter les salaires. A quoi bon alors « créer des richesses », si elles ne profitent pas à tous et ne sont pas redistribuées ?

Et je ne parle pas de l'argent public dilapidé par le gouvernement en aides massives aux grandes entreprises.

On le voit, l'argent existe pour mettre en œuvre cet idéal, ce modèle de protection sociale.

Et on l'a vu avec le mouvement social contre la réforme des retraites, la population est prête à se mobiliser pour le défendre.

Il nous revient maintenant de traduire cette mobilisation dans les urnes puisque le gouvernement n'entend pas la rue.

En ce jour de commémoration de la libération de notre ville, je souhaitais rappeler la nécessité de nous libérer des forces qui nous oppriment aujourd'hui : je veux parler des forces de l'argent qui créent tant d'inégalités, d'injustices et de souffrances.

Et pour cela nous n'avons d'autre choix que de nous unir, d'agir collectivement.

Il n'est plus temps de protester seul chez soi ou sur les réseaux sociaux, face à la flambée des prix, l'affaiblissement des services publics ou la faiblesse des salaires.

Faisons en sorte de nous rassembler pour que les valeurs de la République, au-delà des mots, retrouvent leur sens originel.

Je vous remercie.